

Les jeunes montent au créneau !

EN
N
A
A
C
W
S
M

À DÉCOUVRIR:

Jeunes 'on the road', de la Guinée au Cambodge

Un avenir pour les jeunes au Sénégal

Réseaux sociaux et activisme

4



START UP

Un avenir pour les jeunes au Sénégal

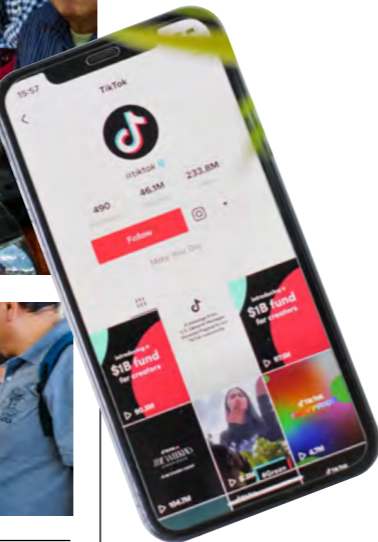
10



4

RÉCIT DE VOYAGE

Jeunes on the road : de la Guinée au Cambodge



22

DANS NOS ARMOIRES

TikTok

14

INTERVIEW : CNTG GUINEE

« Ils savent que quand on commence, on ne s'arrête plus. »



EN BREF / OPINION

Les 100 ans de la JOCI et autres nouvelles en format court

12

INSTA

Guatemala, le Mojoca fête ses 30 ans

15

20

FOCUS

Wake Up call!



18

FOCUS

30 ans du Mojoca au Guatemala

Le travail fourni par WSM et ses partenaires est rendu possible grâce au soutien de la DGD, d'ENABEL, de Wallonie-Bruxelles International, la Région de Bruxelles-Capitale, la province de Flandre Occidentale, beweging.net, le MOC, kwb, Familiehulp, l'ANMC, l'ACV-CSC, ACV-Puls, la CSC BIE, la CSC A&S, l'ACV-CSC METEA, la KAJ, Femma, le FBZ Pétrole, Co-Valent, FBZ PC 314, Alimento, Internationale Mijnerwerkerssolidariteit, 11.11.11, CNCD-11.11.11, BRS, DEME4Life, VDK et beaucoup de donateurs et donatrices individuel·les. Merci !

« GÉNÉRATION PARESSEUSE, VRAIMENT ? »

Les jeunes ne s'engagent plus, paraît-il ? Ils et elles sont paresseux-ses, gâté-es, scotché-es à leur écran, et la politique ne les intéresse assurément plus ! Ce sont là quelques exemples de préjugés dont souffre la jeunesse actuelle. Des paroles que nous avons tous-ttes pu entendre ou prononcer à un moment, moi y compris. Et pourtant, elles me font réagir à chaque fois.

En effet, si l'on prend la peine de regarder autour de nous, nulle trace à l'horizon d'une jeunesse paresseuse et désintéressée, mais bien plutôt des jeunes qui ont une vision claire de notre monde, et qui ne se retrouvent pas dans les querelles politiques actuelles. Parallèlement, le nombre d'initiatives émanant de la jeunesse connaît une hausse considérable et, plus que jamais, les jeunes parviennent à inscrire leurs préoccupations à l'agenda politique. Pensons notamment à Youth For Climate, et tant d'autres, qui ont réussi à placer le climat et le bien-être mental en tête de la liste des priorités. Ce mouvement n'est pas propre à la Belgique ; il se produit partout dans le monde.

Dans ce magazine, nous présentons les voix de jeunes activistes enthousiastes. Je suis heureux - et aussi un peu fier - d'être l'un d'entre eux-elles.

Dans notre tour du monde, vous verrez comment les jeunes de Guinée et du Cambodge construisent une société meilleure. Et nous fêtons ensemble le 100^e anniversaire de la JOCI. 100 ans d'activisme de la jeunesse ouvrière ! Si c'est là le résultat d'une génération de gamins gâtés, j'en redemande !

A leurs côtés, WSM a toujours été présente et continuera son travail sur le terrain, pour une vie meilleure pour tous-ttes et partout. WSM était également représentée à la marche pour le climat du 3 décembre, et s'est ralliée aux appels à la paix au Moyen-Orient et en Ukraine, à la campagne en faveur d'un salaire minimum plus élevé au Bangladesh, et d'une législation solide en matière de devoir de vigilance. En collaboration avec des organisations sur le terrain, nous continuons à œuvrer en faveur d'améliorations concrètes pour les gens ordinaires dans de nombreuses régions du monde.

2024 est à nos portes. Nous vous souhaitons une année pleine de bons moments, un enthousiasme contagieux pour continuer à vous mobiliser avec nous en 2024 et la foi dans le pouvoir de la jeunesse de renverser les murs.

Tim Jansen

VOYAGE AUTOUR DU MONDE

Avec passion et audace, les jeunes nous racontent comment ils-elles bâtissent un monde et un avenir meilleurs. Ils-elles le font puis plus loin: au-delà des frontières, en se connectant les un-es aux autres. Le pouvoir des jeunes ensemble : changeons la donne !

VOYAGE AUTOUR DU MONDE

ON THE ROAD AGAIN

Voici un récit de voyage particulier. Un voyage vers le plus grand site touristique de temples au monde : Angkor Wat, au Cambodge, en Asie. Il ne s'agit pas d'un récit touristique, mais d'une découverte de l'envers du décor. Un échange avec un jeune polisseur de temples et des chauffeurs de taxi.

Et puis, direction vers une autre escale particulière : la Guinée, en Afrique de l'Ouest. Une autre perle naturelle, confrontée au fléau des violences basées sur le genre, à propos desquelles des jeunes ont eu l'occasion de s'exprimer.

Des deux côtés, des voix qui s'élèvent avec la volonté de changer le cours des choses. De changer la donne.

TEXTE / Sara Ceustermans, Jennifer Van Driessche // PHOTOS / Ardi Rahmatullah, Guy Puttermans, Lies De Winter, Sofie Hendrickx



CE N'EST PAS UN JOB DE RÊVE, MAIS BIEN LE PLUS BEL ENDROIT SUR TERRE OÙ TRAVAILLER

Peu de travailleur-travailleuser-s peuvent se targuer d'avoir un lieu de travail plus beau que celui de Cheang Srey (33 ans).

Avec ses collègues, elle entretient le domaine entourant les temples d'Angkor Wat, la cité cambodgienne presque millénaire, vestige de l'époque glorieuse du grand empire khmer. Dans ce lieu où s'émerveillent chaque année des centaines de milliers de touristes devant ces temples spectaculaires, Cheang ramasse les déchets, tond la pelouse et balaie les feuilles.

Certes limités, les contacts avec les touristes sont bons, estime Cheang. Grâce à son travail, elle se débrouille à présent pas mal en anglais et en chinois. Cheang est satisfaite de sa vie. «Je suis contente d'être autorisée à résider sur le domaine d'Angkor, à proximité de mon lieu de travail. Cela me permet de continuer à m'occuper de ma mère», nous confie-t-elle. Tout le monde n'a pas cette chance; ces dernières années, l'État a ainsi contraint de nombreuses familles à déménager à 30 kilomètres de là, si bien que les trajets de et vers Angkor pèsent sérieusement sur leur budget.

Cheang gagne environ 160 dollars par mois. Avec cette somme, elle subvient également aux besoins de sa mère, qui n'a aucun revenu ni pension. En octobre 2022, le système de sécurité sociale du Cambodge a été élargi de sorte à intégrer un régime de pension, mais cela n'a pas été d'une grande

aide pour les personnes pouvant déjà prétendre à leur pension à ce moment-là. Raison pour laquelle les jeunes doivent, avec leurs revenus, bien souvent aussi entretenir leurs parents. Cheang vit avec sa mère dans une chambre qu'elle loue pour la somme de 50 dollars par mois.

LA FORCE DU SYNDICAT

Cela a certes pris une dizaine d'années, mais en 2022, leur syndicat est parvenu à conclure une convention collective de travail avec leur employeur. Le syndicat de Cheang est affilié à une centrale de CLC, un partenaire de WSM et de la CSC. La lutte syndicale a déjà abouti à quelques belles avancées : en 10 ans, leur salaire est passé de 60 dollars par mois à 160 dollars, la durée de travail a été réduite à 8 heures par jour et ils-elles ont à présent accès à la protection sociale. Quelque 90 % des 500 travailleur-euses de



l'entreprise sont affiliés au syndicat, preuve de la confiance accordée à celui-ci. Une crèche pour enfants à proximité de leur lieu de travail représente l'un de leurs prochains objectifs. « La plus grande solidarité actuelle entre les travailleurs et travailleuses est une bonne chose, » poursuit Cheang. « Nous nous entraisons. »

Lorsque je lui demande si elle s'en sort, elle se met à rire. « 160 dollars, cela ne suffit pas du tout. Mes collègues et moi-même devons souvent emprunter de l'argent à la banque, à la famille, tout simplement pour pouvoir acheter des produits de base. En fait, nous devrions gagner de 300 à 500 dollars pour pouvoir vraiment nous en sortir. »

L'EFFONDREMENT DU TOURISME

Lorsque le tourisme s'est totalement effondré pendant la pandémie de COVID-19, Cheang et ses collègues ont néanmoins pu conserver leur travail. L'herbe entre les ruines ne s'est en effet pas arrêtée de pousser, et il fallait toujours ramasser les feuilles. Dans la région, qui dépend quasi entièrement du tourisme, de nombreuses personnes ont, elles, perdu leur emploi. Après le secteur de l'habillement, le secteur touristique demeure la principale source de revenus du pays. Les dix années précédant la pandémie, le pays était une destination prisée. Pas aussi populaire que son voisin, la Thaïlande, mais, précisément pour cette raison,

attirant plus les routards en quête d'autre chose. En moyenne, le nombre de touristes progressait chaque année de 12 %. Près de 630.000 personnes travaillaient dans le secteur touristique qui représentait quasiment 20 % de la croissance économique annuelle. Depuis la pandémie toutefois, les touristes ne se bousculent plus au portillon. La moitié des hôtels ont fermé leurs portes. Si en 2019, 6,6 millions de voyageurs se sont rendu-es au Cambodge, ce nombre ne s'élevait plus qu'à 3,5 millions pour les neuf premiers mois de 2023. Qui dit moins de touristes dit aussi moins de transports nécessaires. 80 % des conducteurs de tuk-tuk ont déserté Siem Reap, la ville proche d'Angkor. Ceux et celles qui sont restés ont vu leur revenu chuter à 10 dollars par jour en moyenne. Dans le même temps, les prix des denrées alimentaires ont flambé. Nourrir une famille entière coûte dorénavant facilement 10 dollars par jour. Nombre de conducteurs ont dès lors dû chercher un deuxième job ou ont eu la chance que leur famille possède quelque part un lopin de terre à cultiver. D'autres ont dû retirer leurs enfants de l'école faute de moyens financiers suffisants. Les conducteurs de tuk-tuk à qui j'ai parlé estiment que l'État n'en fait pas assez pour améliorer l'attractivité touristique de Siem Reap. Nombreux sont ceux qui placent leurs espoirs dans l'ouverture prochaine du nouvel aéroport international. La centrale

de CLC, qui soutient les conducteurs de tuk-tuk, a adressé un courrier au ministère du Travail. Elle estime qu'il faudrait davantage de formations pour les conducteurs de tuk-tuk afin qu'ils maîtrisent mieux l'anglais et attirent ainsi plus de clientèle, ou qu'ils puissent travailler ailleurs. Le déménagement forcé de nombreuses familles suscite lui aussi beaucoup de mécontentement.

Le conducteur de tuk-tuk moyen est un homme d'un âge déjà avancé, alors qu'énormément de jeunes travaillent aussi dans le secteur du tourisme. Au Cambodge, la population est relativement jeune, un quart étant âgée de 15 à 29 ans. Cette tranche d'âge représente ainsi environ 40 % de la population active. Et même si le taux de chômage des jeunes est toujours bas, il a encore progressé à la hausse ces dernières années. De plus, nombre de jeunes occupent des emplois offrant peu de sécurité. Et beaucoup n'ont pas eu la chance de suivre des études de qualité. C'est là aussi une difficulté rencontrée par Cheang Srey. Elle a beau être satisfaite de son travail, ce n'est pas non plus un job de rêve. « J'ai déjà fait ce type de travail en Malaisie, mais les bonnes compétences me font défaut pour exercer un autre métier. Je me retrouve dès lors un peu cantonnée dans ce genre de travail et, par conséquent, dans la vie que je mène actuellement. »



'C'est bien qu'il y ait plus de solidarité entre les travailleur-euses. Nous nous entraisons.'

Cheang Srey



IMMERSION EN GUINÉE

LA JEUNESSE FACE AUX VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE

Conakry, août 2023. Notre voiture traverse des flaques grandes comme des mares. La ville est comme une fourmilière. Les habitant-es nous renseignent aimablement sur la route à prendre. Les taudis côtoient les bâtiments en dur, surplombés par quelques immeubles construits par des investisseurs chinois ou américains... Nous sommes en pleine saison des pluies, courtes et diluviennes, dans un pays marqué par la pauvreté, mais aussi par un autre fléau : celui des violences basées sur le genre (VBG). C'est pour animer des ateliers sur cette question que j'ai atterri en Guinée.

Les violences basées sur le genre sont une problématique importante en Guinée. 80 % des personnes entre 15 et 64 ans ont subi au moins une forme de violences sexuelles depuis leurs 15 ans. 96 % des filles sont excisées, le pays étant connu pour être le deuxième en Afrique à pratiquer le plus les mutilations génitales féminines. Les mariages forcés y sont aussi très nombreux. Le viol est resté longtemps un sujet tabou et moins documenté, mais la parole se libère depuis quelques années.

Comment les jeunes peuvent-ils contribuer aux changements et à l'éradication des violences basées sur le genre ? C'est la question qui a réuni une centaine de jeunes lors d'ateliers organisés par WSM, trois jours durant, en août 2023 dans trois localités, Conakry, Mamou et Kindia. Objectif : construire avec les jeunes et pour eux-elles une contribution à la prévention et à l'éradication de ce phénomène répandu dans le pays, en

lien avec le travail de la société civile guinéenne active sur la question. Les jeunes impliqués dans ce projet étaient issus des activités de chantiers-écoles appuyés par l'agence belge de coopération Enabel, de jeunes organisés et membres de la CNTG (centrale nationale syndicale partenaire de WSM), de différents secteurs.

Le travail éducatif sur les thèmes du genre et de la violence fondée sur le genre nécessite une approche démocratique et participative. Au sein du groupe, des avis pouvaient donc être concordants ou discordants. Dès le départ, nous avons pour cela clairement énoncé un cadre de fonctionnement permettant ces prises de parole dans le respect mutuel. Les séquences participatives visaient à faire émerger les perceptions des jeunes en premier lieu, ainsi que leurs pistes de solutions. Une partie plus théorique, avec des interventions d'expert.es, était également proposée, afin de mettre en avant les mécanismes et structures existants de soutien des victimes et de lutte contre les VBG, et d'en expliciter le concept. Cette partie venait en appui des exercices menés avec les jeunes. Ces violences étant ancrées dans le fonctionnement même de la société, tout le monde y est confronté de façon directe et indirecte. Il s'agissait de valoriser un maximum l'expérience, les connaissances des jeunes sur cette réalité.

RÉSULTAT DES ATELIERS : UNE PAROLE LIBÉRÉE, DES CONSTATS SANS APPEL

Les débats ont été riches et intenses, interpellants aussi. Ils révèlent une Guinée où les « pesanteurs sociales » sont lourdes, tant pour la liberté d'action et d'expression des femmes, que pour un certain lâcher prise des hommes de leurs privilèges, en position de domination marquée. La plupart des problèmes se règlent via des règlements coutumiers, en famille. L'Etat a bien des dispositifs inscrits dans la loi, mais la mise en application manque cruellement. Il est donc crucial que la société guinéenne se mobilise sur cette question, dans une lutte plurielle. Ces jeunes ont pu identifier des lieux où il faut agir, et définir des actions prioritaires. A l'issue des ateliers, des appels ont été lancés aux autorités administratives, judiciaires et religieuses.

Grâce aux témoignages et apports des jeunes recueillis lors de ces ateliers, nous souhaitons apporter des éléments concrets au travail indispensable de sensibilisation et de plaidoyer de nos partenaires en Guinée. L'espoir suscité par ces ateliers à la jeunesse et leur degré d'engagement dans des actions permanentes structurées, présagent un impact évident à moyen terme sur ce phénomène. Merci aux jeunes pour leur confiance et pour leur engagement.



“L’Afrique ne peut se développer quand des millions de femmes et de filles continuent de subir des traitements violents inégalitaires et discriminatoires. Il est temps de changer les choses de manière significative.”

Macky SALL, Président du Sénégal



La moitié de la population sénégalaise a moins de 18 ans et les défis pour les jeunes sont importants. Le chômage, les effets du changement climatique sur l'agriculture, la surpêche pratiquée par l'Union européenne et la pauvreté font du Sénégal un pays d'émigration.

TEXTE / Nancy Govaerts // PHOTOS / Loïs Savat, Jennifer Van Driessche

START-UP

UN AVENIR POUR LES JEUNES AU SÉNÉGAL

« Depuis son lancement en 1998, AJE veut changer la vie des jeunes. **Je ne peux pas supporter l'idée que des filles et des garçons meurent en mer, poussés-es par le désespoir. Ici aussi, ils-elles peuvent avoir un avenir.** C'est ce que nous nous engageons à faire chaque jour avec eux-elles. » Judith Mukamana, secrétaire exécutive de l'organisation de jeunesse sénégalaise AJE - Action Jeunesse Environnement, prend la parole.

UNIFORMES SCOLAIRES ET FERMES BIOLOGIQUES

À l'origine, AJE était une organisation qui, avec son équipe d'animateur-trices, identifiait et cherchait à prévenir les abus dont étaient victimes les enfants et les jeunes au cours de leur formation dans les ateliers d'artisanat. Aujourd'hui, elle accompagne chaque année des cen-

taines de jeunes pour améliorer leurs conditions de vie et de travail grâce à ses services et son travail de plaidoyer. Elle élargit la palette de connaissances et de compétences acquises dans les ateliers à travers la formalisation et la certification. L'alphabétisation, l'informatique, une solide formation théorique, la préparation d'un plan d'entreprise, l'adhésion à une caisse de maladie ou à un syndicat sont les modules que AJE enseigne sur le lieu de travail et dans ses propres centres de formation. L'organisation fournit les certificats nécessaires et la connexion des lauréat-es à la Chambre des Métiers. Une fois leur carte professionnelle en poche, les jeunes accèdent plus facilement au marché du travail. Ils et elles travaillent comme menuisier-ières, métallurgistes, couturier-ières ou restaurateur-trices.

Mais aussi le travail de la terre : les techniques d'agriculture biologique et d'horticulture sont enseignées et appliquées dans une ferme modèle.

AJE accompagne également des jeunes artisan-es de même corps de métiers dans la mise en place d'une coopérative ou de tout autre partenariat. Cela va du traitement des récoltes au compost et à la gestion des déchets, ou encore à la location d'un atelier de production de meubles, par exemple. « Les habitants de mon quartier achètent des meubles à l'un des ateliers », raconte Judith. « Récemment, l'un des lauréats a obtenu une grosse commande pour fabriquer les uniformes de l'école locale. C'est pour cette raison qu'on fait cela ! »

Ibrahima Seck, originaire de Thiès, est heureux de témoigner de l'impact qu'AJE a eu et continue d'avoir sur sa vie. Il est aujourd'hui marié et père de deux enfants. Après avoir abandonné ses études, il a appris un métier dans l'entreprise de menuiserie de son oncle. Puis, une fois son certificat obtenu, il a suivi des cours d'alphabétisation et de gestion d'entreprise et d'entrepreneuriat social d'AJE. Il a également été formé pour travailler sur des applications numériques et obtenu de petits prêts. Dès ce moment-là, Ibrahima a réellement commencé à vivre de sa profession. « Mon entreprise s'appelle **Menuiserie Bois Seck & Frères** et est inscrite au registre du commerce. Récemment, j'ai suivi un cours de recyclage sur la conception de meubles. J'ai pris à participer à des appels d'offres publics et j'ai remporté un contrat



Judith Mukamana

sur le marché local des chaises. Ma famille est bien lotie. Nous sommes affiliés à la caisse d'assurance maladie. Je réfléchis encore à la possibilité de m'affilier à la sécurité sociale. Il y a déjà de l'argent sur notre compte d'épargne. Ma vie a changé ! »



TEXTE / Bruno Deceukelier, Adrienne Legrand, Loïs Savat, Mia Vandenberghe
PHOTOS / Bikey Shrestha (GEFONT), Didier Petre

20 KM DE BRUXELLES AVEC WSM

En mai 2023, vous étiez 70 à courir à courir et à marcher aux 20 KM de Bruxelles. Un moment sportif inoubliable en soutien à la JOC Pérou ! MERCI à tous et toutes pour votre magnifique participation. Nous vous challengeons dès maintenant pour l'édition 2024 qui se tiendra le 26 mai ! Et vous attendons nombreux-euses (100 !) et lançons à 50 participant-es le défi de récolter chacun-e 500 EUR ! Sur les starting blocks ? Inscrivez d'ores et déjà cette date dans votre agenda.



LE POUVOIR DES JEUNES ENSEMBLE

Selon une étude récente commandée par WSM au cabinet d'études I-vox, dans un échantillon représentatif de la population belge, la grande majorité des Belges déclarent qu'ils et elles considèrent la protection sociale comme importante. 90 % des jeunes indiquent également qu'ils et elles considèrent qu'il est important qu'il y ait des organisations qui la promeuvent activement. En outre, 78 % des jeunes Belges sont convaincu-es qu'en tant que groupe de citoyen-nes, nous pouvons faire bouger les choses ensemble pour changer la société. Ils-elles croient au pouvoir du changement.

Bien que les jeunes, plus que les autres membres de l'échantillon, reconnaissent que les consommateur-trices ont une responsabilité dans le respect de l'humain et de l'environnement, ils-elles sont avant tout guidé-es par le prix et la qualité lorsqu'ils-elles achètent leurs vêtements. Bien qu'ils-elles soient prêt-es à payer un peu plus cher (5 %) pour des vêtements propres, ils-elles se tournent principalement vers les réglementations pour rendre le secteur de l'habillement durable.

CARTES DE VŒUX : OPTEZ POUR L'ORIGINALITÉ !

Vous souhaitez envoyer des cartes de vœux personnalisées pour les fêtes de fin d'année, un anniversaire ou toute autre occasion ?

Bonne nouvelle : WSM vous propose de créer vos propres cartes. Une attention sur mesure qui sera imprimée et envoyée avec soin. Pour chaque carte achetée, un euro sera reversé à WSM.

Vous souhaitez en savoir plus ? Rendez-vous sur Cartes de vœux sur <https://www.wsm.be/actu/cartes-de-voeux-2020.html>

SYNDICATS : SANS JEUNES, PAS D'AVENIR

Aussi longtemps que les syndicats n'accorderont pas de place aux jeunes, ils n'ont pas d'avenir. La fédération syndicale népalaise GEFONT l'a bien compris. Les jeunes sont confronté-es à des défis spécifiques dans ce pays de l'Himalaya : faible sécurité de l'emploi, stages non rémunérés et harcèlement au travail. Les jeunes adultes également sont plus susceptibles d'émigrer à l'étranger, à la recherche d'un emploi. Leurs besoins sont spécifiques : une protection sociale pour pouvoir fonder une famille, des congés de maternité et des allocations familiales. Bikey Shrestha, président du comité des jeunes de GEFONT : « Si un syndicat veut rester pertinent, il doit impliquer les jeunes, leur donner de l'espace et des responsabilités, ainsi qu'une place au sein de sa direction. Les gens ont placé leurs espoirs en moi, j'espère que nous parviendrons à répondre à leurs attentes. »



(PRESQUE) 100 ANS POUR LA JOCI - 100 ANS DE LUTTES DES JEUNES

'LAISSEZ LES JEUNES PRENDRE L'INITIATIVE'

Par Basma Louis Mikhail Gandy, présidente de la JOCI

Depuis 1925, la JOC internationale (JOCI) réunit des jeunes du monde entier autour de valeurs communes telles que la solidarité, la justice sociale et la coexistence pacifique. Cette riche histoire reflète la résilience et la détermination des jeunes à apporter des changements positifs.

Dans plusieurs dizaines de pays, la JOC organise les jeunes travailleur-euses afin qu'ils-elles puissent améliorer leurs conditions de vie et faire entendre leur voix. La JOC offre un espace sûr aux jeunes pour qu'ils et elles prennent conscience de leurs responsabilités et les développent. Pour encourager le leadership des jeunes, la JOCI applique la méthode internationalement reconnue "voir, juger, agir", inspirée par le fondateur Joseph Cardijn, un prêtre belge.

1935, 100 JEUNES À L'OIT

Le premier jalon a été posé le 5 juin 1935, lorsque 100 délégué-es de la JOCI se sont rendu-es au siège de l'OIT (l'Organisation internationale du Travail) à Genève avec une pétition signée par 86.000 jeunes travailleurs et travailleuses, et renfermant des propositions concrètes pour réduire le taux de chômage. C'était la première fois que la JOCI défendait sur la scène internationale les intérêts de millions de jeunes travailleur-euses en situation de précarité.

La JOCI a continué à le faire au fil des ans. En menant le combat pour l'adoption de la Convention C189, convention historique de l'OIT pour les travailleur-euses domestiques, qui a reconnu leurs droits à des conditions de travail décentes et à un traitement non-discriminatoire. Dix ans plus tard, nous continuons à défendre la mise en œuvre de cette convention dans tous les pays. Sans parler des initiatives menées dans l'économie sociale et solidaire, les cours de langue dispensés aux jeunes migrant-es, les actions en faveur de l'égalité des droits pour les personnes LGBTQIA+, contre le racisme ou pour la préservation de l'environnement.

100 ANS D'UN MOUVEMENT INTERNATIONAL

C'est ainsi que, depuis près de 100 ans déjà, la JOCI encourage les jeunes à peser de tout leur poids sur la société. Il n'en demeure pas moins que la société elle aussi doit créer un espace pour les jeunes et les laisser prendre l'initiative dans des fonctions de direction au sein d'organisations et d'instances.

Aujourd'hui, nous nous penchons sur l'histoire, non pas tant pour célébrer le passé que pour souligner que nous sommes un mouvement international de jeunes qui a survécu à des guerres, à des pandémies et des crises politiques et économiques. Nous n'avons pu le faire que parce que nous sommes resté un mouvement par, pour et avec les jeunes travailleur-euses. Nous célébrons donc tout particulièrement le pouvoir qu'ont les jeunes du monde entier à faire la différence ! La société doit également faire de la place aux jeunes et les laisser prendre les rênes.

Basma Louis Mikhail Gandy (31 ans) a rejoint un petit groupe de base de la JOC Égypte à l'âge de 14 ans. Elle est devenue secrétaire nationale et présidente internationale de la JOCI en 2021. La JOCI et WSM travaillent ensemble depuis près de 50 ans.





« Nous appelons les femmes et les jeunes à nous rejoindre dans notre combat. Notre lutte passe par le renouvellement des forces du syndicat. »

Hadja Saran Fofana



HADJA SARAN FOFANA & KADIATOU BARRY

« ON FRAPPE À TOUTES LES PORTES ! ILS SAVENT QUE QUAND ON COMMENCE, ON NE S'ARRÊTE PLUS. »

Elle représente la relève. Avec un sens politique aigu, la présidente du Comité des jeunes de la Confédération syndicale CNTG, Hadja Saran Fofana, incarne une voix d'avenir dans son organisation. A ses côtés, Kadiatou Barry a la force de l'expérience. Elle représente le département des mutuelles, du secteur informel et des coopératives de la CNTG, et est également référente "genre" de la CNTG.

Nous avons interrogé Hadja Saran Fofana et Kadiatou Barry, toutes deux membres du bureau exécutif de la CNTG, à Conakry en août dernier sur leur vision de l'avenir de la jeunesse guinéenne dans ce pays marqué par la pauvreté et la corruption. Et sur le rôle que le syndicat peut jouer pour changer la situation.

TEXTE/ Jennifer Van Driessche // PHOTOS / Jennifer Van Driessche, Rob Stevens

Parlez-nous de la situation générale en Guinée...

Kadiatou : Au niveau politique, c'est l'instabilité qui prime. Le 5 septembre 2021, un coup d'État militaire a renversé le président Alpha Condé, qui venait d'être réélu pour un troisième mandat controversé un an plus tôt. C'est le Comité national pour le rassemblement et le développement, le CNRD, dirigé par le colonel Mamadi Doumbouya qui a repris la gestion de la Guinée pour une période dite de transition.

Hadja : Voilà qui pose d'emblée le contexte difficile. La jeunesse de notre population est un atout : deux habitants sur trois ont moins de vingt-cinq ans. Malheureusement, près de la moitié des Guinéen·nes vivent en dessous du seuil de pauvreté (estimé à 16.423 GNF/personne/jour (1,6 EUR) en 2019, *ndlr*). L'économie est largement informelle, ce qui a des conséquences importantes : manque de services publics et d'infrastructures, sécurité sociale faible, droits du travail inadéquats, insécurité économique et bien d'autres choses encore.

Dans ce contexte, qu'est-ce qui préoccupe le plus les jeunes, en ce moment, en Guinée ?

Toutes deux en chœur : L'emploi !

Hadja : Et donc la formation... Il est nécessaire d'harmoniser le curriculum vitae aux besoins. On forme beaucoup de sociologues alors que les entreprises ont besoin d'ingénieur·es et de mécanicien·nes. De plus, le traitement dans la fonction publique n'est pas suffisant. La fonction publique offre plus de garanties, mais le salaire est très précaire, et cela malgré la richesse du pays. Le privé paie mieux. L'exploitation minière pourrait rapporter beaucoup plus à notre pays et à la population si elle était mieux gérée ! Actuellement, tout le monde se lance dans l'entrepreneuriat, même les fonctionnaires. Pour compléter leur maigre salaire... L'économie informelle est très pratiquée aujourd'hui, surtout par la jeunesse.

Souvent, les jeunes réussissent très bien ! Un exemple frappant, c'est celui des étudiant·es diplômé·es sans emploi, qui ont trouvé d'autres débou-

chés. La conduite de tricycles (on les appelle « Bombona », ici), par exemple, est très rentable ! Au lieu de rester à la maison ou d'aller au café, ils-elles se créent un petit emploi et deviennent autonomes. Dernièrement, plusieurs filles se sont lancées dans ce secteur.

Quelle est la revendication principale de la CNTG en matière de protection sociale ?

Hadja : Nous trouvons essentiel que ces travailleur·euses du secteur informel soient couvert·es par la protection sociale ! Il y a quelques années, nous avons rédigé une enquête, collecté des données, organisé de la sensibilisation intersyndicale. En Guinée, nous avons deux institutions en charge de la protection sociale. Pour les agents de la fonction publique, il y a d'une part l'Institut d'assurance maladie obligatoire et la caisse nationale de prévoyance des agents de l'Etat, qui ont fusionné l'an dernier en une seule institution. De l'autre côté, il y a la caisse nationale de sécurité sociale, uniquement des-

tinée aux travailleur.euses du secteur privé.

Il y a donc un secteur qui est laissé pour compte, et non des moindres, celui de l'économie informelle ! C'est un secteur qui évolue beaucoup, qui peut être très rentable, mais qui est désorganisé. Nous avons donc décidé de les organiser, car aujourd'hui dans ce secteur, si tu peux travailler, tu es à l'abri du besoin, mais si demain tu tombes malade, il n'y a aucune mesure d'accompagnement prévue.

Kadiatou : On avait pensé à les relier à une structure existante, mais ça ne colle pas. Il faut trouver quelque chose pour eux-elles spécifiquement, et créer une structure qui va couvrir ce secteur. C'est très important car les jeunes y évoluent en majorité.

Comment recueillez-vous les revendications des jeunes au sein de la CNTG ?

Hadja : Je suis présidente du Comité des jeunes de la CNTG. Nous y veillons à rassembler les préoccupations des jeunes aux différents niveaux, grâce à des structures décentralisées destinées à recueillir les informations et préoccupations, pour les porter au niveau des fédérations ou de la confédération, afin que des solutions convenables soient trouvées. Des jeunes sont élu-es pour y participer, du niveau local jusqu'à la confédération nationale.

Nous avons aussi des programmes établis avec des partenaires qui sont spécifiquement destinés aux jeunes, comme le projet d'ateliers consacrés aux violences basées sur le genre développés par WSM cette année, avec le soutien d'Enabel (voir page 7). Nous travaillons en synergie.



« À tout moment, les jeunes fuient pour aller mourir en Méditerranée. Nous, nous sommes contre cela. Il est tout-à-fait possible de vivre ici, et de réussir ici, à condition d'être un minimum respecté.e. »

Hadja Saran Fofana

GUINÉE

- ▶ Capitale : Conakry
- ▶ Population de près de 14 millions d'habitants (2021)
- ▶ Pays à prédominance musulmane, avec 85 % de la population.
- ▶ Plus de 24 langues nationales, dont le poular, le malinké ou le soussou. Le français, langue officielle de la Guinée, est la principale langue de communication.
- ▶ Economie largement tributaire de l'agriculture et de la production minière.
- ▶ Instabilité politique profonde et récurrente : depuis le 5 septembre 2021, la

République de Guinée est en période de transition, dirigée par une junte militaire, avec à sa tête le colonel Mamadi Doumbouyah.

- ▶ Riche en ressources naturelles, la Guinée est surnommée le château d'eau de l'Afrique de l'Ouest et possède le tiers des réserves mondiales de bauxite, mais aussi des réserves de diamants et d'or. Malgré ses ressources naturelles pléthoriques, la Guinée pointe à la 182ème place dans le tableau de l'Indice de développement humain (IDH) publié sur 191 pays.

'Il est essentiel d'organiser également les travailleur.euses du secteur informel afin qu'ils-elles bénéficient eux aussi d'une protection sociale.'

Hadja Saran Fofana

Avec la période de transition politique, le pays est dirigé par la junte militaire. Où en est-on, en matière de dialogue social ?

Kadiatou : Depuis 2018, le dialogue en tripartite était rompu. Le seul avantage qu'on a eu avec la transition, c'est la mise en place du Conseil national du dialogue social. Lors du régime précédent, on avait tout fait pour avancer. Il restait l'opérationnalisation. Cela vient d'être réglé à présent. Le dialogue social a donc repris depuis peu.

Qu'est-ce que cela signifie concrètement ?

Hadja : Les négociations ont pu reprendre dans le secteur de l'enseignement, par exemple. Il y a eu de gros mouvements sociaux au niveau du secteur de l'éducation en 2017. C'est un secteur fragile : à tout moment, il y a des revendications. Ils vont encore manifester demain (*fin août 2023, ndlr*). Nous avons observé que des jeunes, posté-es dans différents départements ministériels, depuis 2018, n'étaient pas engagé-es. Or, ces jeunes sont là depuis des années... Et peuvent être remercié-es du jour au lendemain ! Après maintes vérifications, nous avons trouvé des bons dossiers, avec diplômes authentifiés. Et donc nous avons demandé que ces jeunes-là soient engagé-es à la fonction publique, vu leur ancienneté dans les départements. Mais ça a posé des problèmes au moment d'une discussion tripartite. Comme il y avait une augmentation de 40% de salaire, le gouvernement a dit qu'il ne pouvait pas exécuter les deux choses au même moment : employer les jeunes, et payer l'augmentation de salaire dans l'immédiat. Nous avons préféré l'engagement des 5.565

jeunes concerné-es, et avons accepté l'échelonnement en trois paiements. Sans cesse des jeunes fuient pour aller mourir en Méditerranée. Nous, nous sommes contre cela. Il est tout-à-fait possible de vivre ici, et de réussir ici, si on est un minimum respecté. Pour cela, il faut des élites qui privilégient l'intérêt général, l'intérêt de la population, l'intérêt des travailleur.euses.

Comment l'enjeu de l'égalité de genre est-il défendu au sein de la CNTG ?

Hadja : Les hommes ne veulent pas du tout céder. Ils sont réticents à laisser des femmes diriger. Nous voulons briser cette barrière. Depuis 1945, où la fédération de l'enseignement a été créée, il n'y a eu qu'une seule femme nommée secrétaire générale. Nous appelons les femmes et les jeunes à poursuivre la lutte. Cela passe par un renouvellement des forces au sein du syndicat.

Kadiatou : Dans les statuts de la CNTG, il est inscrit qu'on doit avoir au minimum 30 % de femmes au bureau exécutif. A l'heure actuelle, on note une bonne évolution : sur 27 membres, nous sommes 12 femmes. On a donc dépassé les 30% indiqués dans les statuts et le règlement intérieur de la CNTG. On a également une secrétaire générale adjointe. Et la CNTG a compté Rabiadou Serah Diallo parmi ses figures de proue dans les années 2000-2010 en Guinée (*voir encadré*).

Nous avons un département genre et une commission des femmes. A l'image du Comité des jeunes, nous rassemblons les préoccupations des femmes. En Guinée, les traditions sont exigeantes pour elles. Nous sommes des battantes ! Mais je suis optimiste... Avec mon âge, j'observe des améliora-

tions significatives, même si l'ampleur de la tâche reste immense. L'avant-dernière action que nous avons menée était une grande rencontre intersyndicale avant la journée internationale des droits des femmes. On a réalisé un plaidoyer autour de la ratification de la convention 190 de l'OIT qui concerne les violences au travail. On a organisé des sketches pour montrer ce qui se passe effectivement dans le pays : ces scénettes ont montré des femmes battues, des enfants maltraité-es, violé-es, ... On a aussi organisé dernièrement un plaidoyer au ministère du Travail. On frappe à toutes les portes ! Ils savent que quand on commence, on ne s'arrête pas.

Pour nous, les femmes, la bataille, c'est partout.



HOMMAGE

WSM salue la mémoire de **HADJA RABIADOU SERAH DIALLO**, syndicaliste guinéenne qui a contribué à marquer de son empreinte le syndicalisme africain et international. Ancienne secrétaire générale de la **Confédération Nationale des Travailleurs de Guinée - CNTG**, elle était la première femme du continent à diriger un syndicat de salarié-es d'envergure nationale. Hadja Rabiadou Serah Diallo est décédée à 73 ans le 28 juin 2023, à Conakry des suites d'une longue maladie. Au sein de WSM et de l'ACV-CSC, on se souviendra toujours d'elle pour sa lutte acharnée en faveur de la justice sociale dans un pays qui croule sous la pauvreté et la corruption.

30 ANS DU MOJOCA AU GUATEMALA

En 1993, Gérard Lutte, fondateur belge du Mojoca, a rencontré des jeunes de la rue et a écouté leurs histoires de vie. Constatant qu'ils-elles voulaient en sortir mais n'en avaient pas les moyens, il a choisi de créer avec eux-elles un **Mouvement d'amitié** composé d'une école, de maisons d'accueil, d'ateliers de formation, de services de santé et de soutien psychologique et juridique, etc. qui leur permettrait de

s'épanouir, de se former, de défendre leurs droits et de se préparer à sortir de la rue.

Depuis 30 ans, le Mojoca évolue et se renforce chaque jour. Chaque année, le MOJOCA forme un millier de jeunes à l'autonomie. Et même si l'un-e d'entre eux-elles ne parvient pas à vaincre la toxicomanie ou à couper les liens avec un gang violent

et à dire adieu à la rue, le MOJOCA ne laisse pas ces jeunes tomber.

WSM salue la mémoire de Gérard décédé cette année et son engagement inébranlable en faveur des jeunes les plus vulnérables. Et pour avoir réalisé un rêve alternatif, un rêve d'amitié avec les jeunes de la rue, à l'écoute de leurs besoins. Un rêve qui a rassemblé tout un réseau jusqu'en Belgique.



// 1. Gérard Lutte entouré des jeunes des rues //
 // 2. Prise de contact avec les jeunes des rues qui sont invité-es à venir découvrir le Mojoca et ses activités //
 // 3. Des éducateur-trices apportent un soutien psychologique en rue //
 // 4. Les jeunes reçoivent une formation de base à l'hygiène //
 // 5. Animations et divertissements pour les plus petit-es //
 // 6. La Maison du Mojoca et ses subdivisions : Maison de l'amitié, Maison du 8 mars, Mariposas, Quetzalitas, Génération du changement, Nouvelle génération //
 // 7. Ateliers de formations éducatives pour les plus grands-es //
 // 8. Un jeune qui s'exprime sur les habitudes d'hygiène //
 // 9. Insertion professionnelle via des ateliers de formation : cuisine et boulangerie. //
 // 10. Apprentissage de la création d'une micro-entreprise : pizzeria, MojoCafé



JEUNESSE ET ACTIVISME EN TEMPS DE PANDÉMIE



LE WAKE-UP CALL D'UNE JEUNE ACTIVISTE

TEXTE / Hannelore Hillesum - PHOTO / Jamila Chihi

« Restez dans votre kot, je le pense vraiment ». Ces mots célèbres de Maggie De Block, alors ministre de la Santé, ont fait l'effet d'un coup de tonnerre dans notre pays au printemps 2020. Sa déclaration est restée gravée dans la mémoire collective et est devenue virale.

Nous présentons nos excuses aux lecteur-trices qui ont été saturé-es par la pandémie de COVID19. Mais intéressons-nous à ce qui a bougé pendant cette crise sanitaire. Et zoomons sur la résistance des jeunes du monde entier et sur le pouvoir des jeunes qui s'organisent. Comment cette pandémie est-elle devenue un moteur pour changer notre vision de la protestation et notre façon d'agir. Parce que de nouvelles opportunités sont apparues pour revendiquer et mettre en œuvre une citoyenneté participative.

OCCUPER LES RUES

L'activisme est une question de visibilité : comment devenir visible et faire passer un message ? Avant la pandémie, le pouvoir du militantisme résidait dans l'occupation "physique" des rues, la mobilisation de masse, le chant de slogans et le port de pancartes aux slogans accrocheurs. La protestation était tangible et visible. Pensez à Greta Thunberg, l'activiste climatique suédoise qui a commencé à faire l'école buissonnière à l'âge de 15 ans pour protester contre le réchauffement climatique.

Greta Thunberg portait une simple pancarte en carton écrite à la main indiquant "Skolstrejk för klimatet" ("Grève de l'école pour le climat") lorsqu'elle a entamé sa grève pour le climat devant le parlement suédois en août 2018. Cette pancarte est rapidement devenue le symbole de son mouvement de protestation et a inspiré d'autres jeunes du monde entier à mener des actions de rue similaires.

Plus loin dans le temps, l'actrice-compositrice-interprète et activiste américaine Joan Baez, l'une des voix les plus marquantes des années 60 et 70, a composé et interprété des chants de protestation contre la guerre au Vietnam et pour les droits civiques. Sans oublier Rosa Parks, militante afro-américaine des droits civiques, qui s'est rendue célèbre en refusant de céder sa place à un passager blanc dans un bus. Son action a conduit au boycott des bus de Montgomery, l'une des premières actions majeures contre la ségrégation raciale aux États-Unis.

LE MONDE À HUIS CLOS

Ces manifestations datent d'avant la pandémie : à l'époque, les campagnes se déroulaient principalement "en direct" dans les rues ou sur une scène. Mais comment manifester lorsque le monde est verrouillé et que la distance physique devient la norme sociale, que les rassemblements de plus de cinq personnes et les voyages sont interdits ? Comment orchestrer la résistance et l'action ? La pandémie nous a obligé-es à exploiter au maximum la créativité et l'ingéniosité des jeunes pour faire entendre notre voix. Et nous avons été nombreux-ses ! Je l'explique à l'aide d'un exemple criant.

CAMPAGNE ONLINE

Une fois le confinement déclaré, la situation dans les camps de migrant-es s'est détériorée à une vitesse vertigineuse. La surpopulation rendait impossible le maintien de la distance, les soins médicaux étaient limités, le manque d'hygiène rendait impossible le respect des règles sanitaires telles que le lavage des mains. De nombreux-ses migrant-es ont donc disparu des radars. Un certain nombre de jeunes activistes n'ont pas baissé les bras et se sont uni-es sur des plateformes en ligne pour faire pression sur l'Union européenne

et les politicien-nes nationaux-ales. Ainsi, le monde physique a cédé la place au monde en ligne, un monde d'une globalité et d'une puissance immenses. Des plateformes en ligne centralisées ont été utilisées pour échanger des informations entre les différents pays concernés, dénonçant ainsi les abus commis dans les îles grecques. Auparavant, pratiquement aucune couverture n'avait pu être trouvée. Un courriel type largement soutenu a été envoyé à la commissaire européenne responsable, Ylva Johansson, avec une demande pressante : l'évacuation immédiate des personnes se trouvant dans ces camps et une "répartition" proportionnelle entre les États membres. En Belgique, la campagne a finalement été reprise par le parti des Verts. Le parti politique a rapidement diffusé un communiqué de presse et un rapport de situation intitulé "NOUVELLES ! 18 enfants sont transférés des camps grecs vers la Belgique". Un certain nombre d'autres États membres de l'UE ont fait de même. Bien sûr, cela n'a pas résolu le problème sur le terrain, mais il s'agissait d'un signal fort montrant que le monde numérique peut effectivement influencer le monde physique ! L'activisme en ligne a ses propres lois et ne devrait pas être sous-estimé par rapport aux actions de rue ou aux manifestations en direct, les rendant tout aussi réelles.

OCCUPER LE WEB

Un autre exemple, plus éloigné de nous, est le mouvement *Black Lives Matter*, fondé en 2013 après le

meurtre de Trayvon Martin, et qui a pris son envol mondial en 2020 après la mort de George Floyd aux États-Unis. Des jeunes se sont alors dressés contre le racisme institutionnel et ont exigé l'égalité des droits pour tous-toutes. Internet a joué un rôle majeur à cet égard : des milliers de jeunes et d'adultes se sont identifiés à la situation ou sont devenu-es de fervent-es partisan-es de cette histoire qui s'est répandue dans le monde entier, comme une trainée de poudre. Une mobilisation possible par le biais des médias sociaux.

LES JEUNES, L'AVANT-GARDE DE L'ACTIVISME

L'occupation du web comme levier d'action et de pression

envers les politiques peut se montrer efficace du fait de sa globalisation. Et qui est le plus souvent actif ? Les jeunes. Que ce soit par le biais d'un « post » sur leur statut, d'une « story » ou d'un « réel », les jeunes ont le pouvoir d'envoyer des messages dans le monde et de les diffuser à l'échelle mondiale. Il est clair que la pandémie n'a pas respecté et ne respecte pas les frontières nationales. Alors faisons de même en tant que jeunes activistes. Les jeunes sont souvent à l'avant-garde des barricades, avec beaucoup de créativité et de courage. C'est pourquoi je lance un appel à tous ceux et celles qui œuvrent pour le changement social. Écoutez vraiment les jeunes, amplifiez leur voix, donnez-leur une place dans votre organisation et soutenez leurs initiatives.

Hannelore Hillesum (28 ans), a fait des recherches sur les campagnes de mobilisation pendant la pandémie et travaille à WSM.



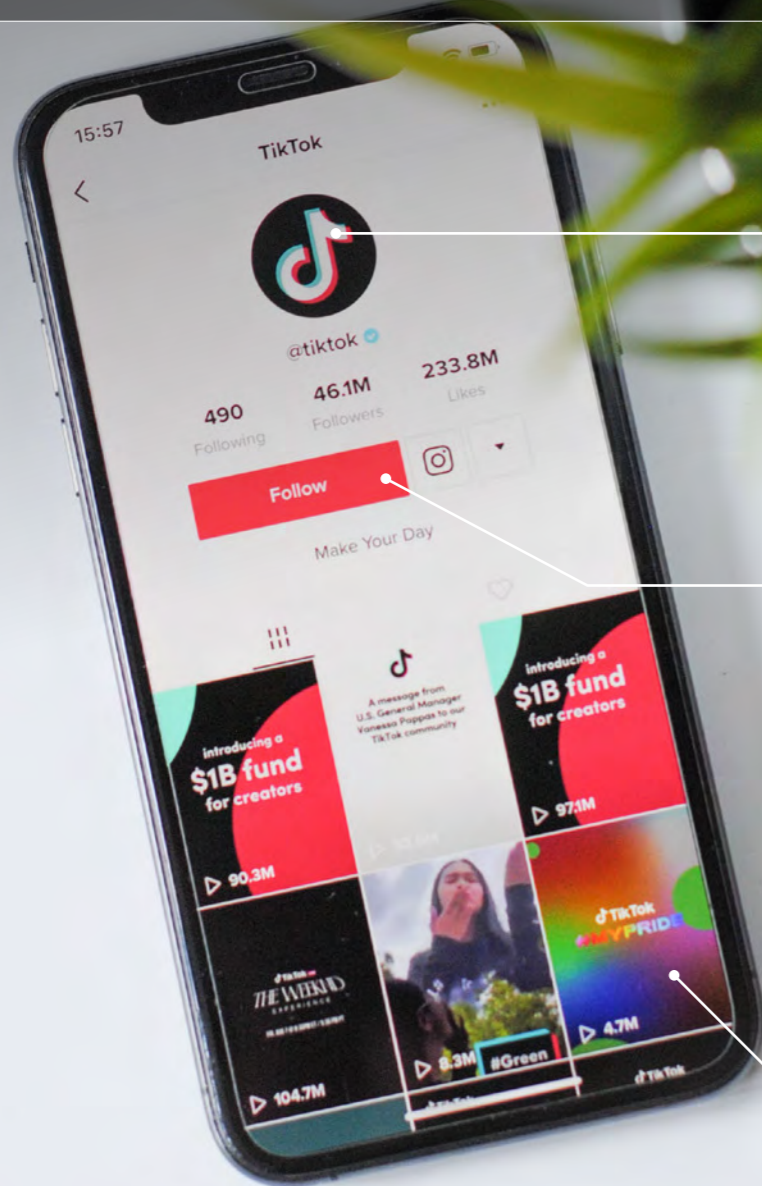
DANS NOS ARMOIRES

Dans cette rubrique, nous partons de nos objets du quotidien pour plonger dans le monde.

TIKTOK

Lieu sur le web où les jeunes s'affichent en dansant jusqu'à provoquer la controverse sur la vie privée, le tout rythmé par un algorithme addictif, TikTok semble moins innocent qu'il n'en a l'air, mais continue de gagner en popularité. La plateforme peut-elle également contribuer au changement social, ou ne fait-elle que s'y opposer ? Il est temps d'examiner l'application de plus près !

TEXTE / Lois Savat - PHOTO / Shutterstock



AU COMMENCEMENT...ÉTAIT LA CHINE

Il y a quelques années, l'application chinoise Musical.ly était l'appli de prédilection des adolescent-es dans le monde entier pour leurs diffusions de vidéos en direct. TikTok, lancée en Chine sous le nom de Douyin, n'a pas connu le même succès international. En 2018, la société mère ByteDance a racheté Musical.ly et l'a fusionnée avec TikTok, de sorte que les nombreux-ses utilisateur-trices et le savoir-faire technologique de Musical.ly ont également bénéficié à TikTok.

ACTIVISME

De la sensibilisation à #BlackLivesMatter et au droit à l'avortement, en passant par les droits des personnes LGBTQIA+ et la santé mentale, TikTok est devenu un puissant forum de militantisme ces dernières années. La sensibilisation peut se faire sur tous les médias sociaux, mais parfois elle passe mieux sur TikTok. Il suffit de penser au geste spécifique de la main pour les victimes de violence domestique, devenu viral pendant la pandémie. Autre exemple de réussite : la campagne TikTok menée à l'occasion de l'élection présidentielle américaine de 2020. De nombreux-ses jeunes ont partagé sur l'application des vidéos d'information sur la manière de voter, le processus d'inscription et la nécessité de participer aux élections. Pour le mouvement #BlackLivesMatter, TikTok a permis de connecter et de faire exploser les actions dans le monde entier. Les jeunes ont posté des informations sur leur participation aux manifestations, sur la façon dont ils-elles ont été victimes du racisme systémique et sur les moyens de contribuer à la lutte contre l'inégalité.

SURVEILLER LES UTILISATEUR-TRICES DE TIKTOK

La modération du contenu en ligne est nécessaire, mais TikTok va un peu plus loin. Les modérateurs ont pour instruction de laisser passer le moins possible de messages politiques ou de immoraux. Mais bravo aux Tik Tokkeur-euses créatif-ves : parfois, ils cachent leurs messages politiques. C'est le cas d'une vidéo de maquillage où l'on apprend, au bout de quelques minutes, que les Ouïgours, un groupe ethnique minoritaire en Chine, sont soumis au travail forcé. D'anciens employé-es de TikTok, en revanche, nous ont dit que la direction leur avait explicitement indiqué que la lutte contre les adultes qui réagissent de manière transgressive aux vidéos d'enfants n'était pas une priorité. La désinformation, la haine et la criminalité sont également clairement présentes sur l'application. Cet automne, la Commission européenne a proposé de nouvelles règles pour des entreprises comme Meta (derrière Facebook, Instagram et WhatsApp) et ByteDance. Toutes ont reçu un délai très court pour s'attaquer aux contenus violents et haineux.

PLUS QUE DES VIDÉOS DE DANSE

Depuis longtemps, TikTok ne se limite pas aux vidéos de danse : vous y trouverez des conseils sur les livres et les voyages, des anecdotes, tout ce qui concerne les hobbies ou autres collections ; en bref, des gens qui montrent leur vie quotidienne, de mignons animaux, des tendances, des inspirations culinaires, et bien d'autres choses encore. Les vidéos n'étant plus limitées à 15 secondes, il y a plus de place pour le contenu.

UNIQUEMENT POUR LA GÉNÉRATION Z ?

TikTok est l'application qui connaît la croissance la plus rapide de l'histoire. Dans cinq ans, la plateforme pourrait attirer 1 milliard d'utilisateur-trices, dont plus de 3 millions de Belges. Lancée en tant qu'application destinée principalement aux adolescent-es, TikTok se développe en 2023 principalement parmi les personnes entre 20 et 30 ans. À noter que l'on ne peut créer un compte TikTok qu'à partir de 13 ans.

ADDICTIF

Ce qui est amusant avec TikTok est aussi dangereux : un flux infini de vidéos à liker. Ce qui conduit à une utilisation excessive de l'écran, à laquelle même les plus jeunes sont exposé-es. En cause, ce fameux algorithme addictif. L'Europe exigera bientôt des plateformes de médias sociaux qu'elles soient en mesure de désactiver ces algorithmes.

TIKTOKKEUR-EUSES À SUIVRE

Vous vous aventurez sur TikTok malgré la controverse ? Alors n'hésitez pas à consulter les comptes de @sustainablefashionfriend, @cleanclothescampaign, @11.11ngo, @youthforclimatebe, @unep, @ilo, @docworkers en @thomasmaddens.



PB-PP
BELGIE(N) - BELGIQUE

WSM-Magazine
Magazine quadrimestriel de WSM
septembre-octobre-novembre-décembre 2023
P309504 - Bureau de dépôt Gent X



Soutiens aujourd'hui les leaders de demain

Ceux et celles qui suivent l'actualité sont très inquiet·êtes. Le changement climatique, les inégalités, les pandémies et les guerres traversent toutes les frontières nationales. Pourtant, il y a de l'espoir.

Le monde de demain commence dès aujourd'hui.

C'est ce que les jeunes ne cessent de nous dire. Et ils-elles ont raison ! Le moteur du changement et du progrès ? Il vient des jeunes. Avec plus de 1,8 milliard d'individus sur cette planète, ils-elles représentent une force incroyable. Nous pouvons la renforcer.

Investissons dans les jeunes.
Ils-elles sont les leaders de demain.

WSM
We Social Movements

Give five!

Scanne le QR code ou rends-toi sur
<https://www.wsm.be/faire-un-don>,
choisis l'option 5 EUR et fais la différence.
Ou fais un don sur BE09 7995 5004 4057

